



## CHAPITRE 171

### Loi des dettes et emprunts municipaux et scolaires

#### SECTION I

##### DU TERME DE PAIEMENT DES DETTES MUNICIPALES

Terme de  
rembour-  
sement.

**1.** Le terme de remboursement de tout emprunt contracté par une corporation municipale, quelle que soit la loi en vertu de laquelle elle a été constituée ou qui la régit, ne doit dans aucun cas excéder la période de remboursement ci-après spécifiée selon la fin pour laquelle il est effectué, à savoir:

Égouts,  
etc.;

1° Afin d'établir, acquérir, prolonger ou améliorer un système d'égout ou un système pour fournir de l'eau aux habitants d'une municipalité, ou afin d'acquérir du terrain pour en faire des parcs publics ou des lieux d'amusements, le développer et l'améliorer; quarante ans;

Système  
d'éclair-  
age, etc.;

2° Afin d'établir, acquérir, prolonger ou améliorer une installation et un système d'éclairage au gaz ou à l'électricité, ou, afin d'acquérir du terrain pour faire des chemins publics, rues ou trottoirs, pour les construire, les prolonger ou les améliorer, si les pavages ou les trottoirs sont en pierre, en blocs, en brique, en béton ou autres matériaux de même nature quant à la durée, ou, afin d'acquérir, améliorer ou construire des ponts, s'ils sont en pierre, en béton, si leur superstructure est en fer, ou autre matière de semblable nature quant à la durée, ou afin d'acquérir du terrain pour y construire ou agrandir ou pour améliorer des bâtisses destinées à des fins municipales, si les constructions sont en matériaux d'une nature plus durable que le bois; trente ans;

Rues, etc.;

3° Afin d'acquérir du terrain pour faire

## CHAPTER 171

### Municipal and School Debt and Loan Act

#### DIVISION I

##### TERM OF MUNICIPAL DEBTS

**1.** The repayment of any loan effected by a municipal corporation, whatever may be the act under which it was incorporated or which governs it, shall in no case exceed the reimbursement period hereafter specified according to the purpose for which it was effected, to wit:

Repay-  
ment.

(1) For establishing, purchasing, ex-  
tending or improving a system of sewers, etc.;  
or a system for supplying the inhabitants of a municipality with water, or for acquiring land for, development of, or improvement to public parks or play-grounds, —forty years;

(2) For establishing, purchasing, ex-  
tending or improving a gas or electric light  
plant or system, or for acquiring land for  
construction, extension or improvement of  
highways, streets or sidewalks, if the pave-  
ments or sidewalks are of stone, block,  
brick, concrete or other material of similar  
lasting character, or for the acquisition or  
improvement or construction of bridges,  
if of stone, concrete, iron superstructure  
or of other material of similar lasting  
character, or for acquiring land for, or the  
construction of, addition to, or improve-  
ment of buildings to be used for any  
municipal purpose, if the building is of  
material of a more lasting character than  
wood,—thirty years;

Gas plant,  
etc.;

(3) For acquiring land for, construction,  
Streets,  
etc.;

	des chemins publics, des rues ou des trottoirs, les construire, les prolonger ou améliorer, si les pavages ou les trottoirs sont en macadam ou en asphalte, ou faits avec d'autres matériaux de même nature quant à la durée ou, afin d'acquérir, améliorer ou construire des ponts, s'ils sont en bois ou de quelque autre matière d'une nature aussi durable, ou afin d'acquérir du terrain pour y construire, agrandir ou améliorer des bâtisses destinées à quelque fin municipale, si la construction est en bois: vingt ans;	extension or improvement of highways, streets or sidewalks, if the pavements or sidewalks are of macadam or asphalt or other material of similar lasting character, or for the acquisition, improvement or construction of bridges, if of wood or other material of similar lasting character, or for acquiring land for, or the construction of, addition to or improvement of buildings, to be used for any municipal purpose, if the building is of wood,—twenty years;
Idem:	4° Afin d'acquérir du terrain pour faire des chemins publics, des rues ou des trottoirs, les construire, les agrandir ou les améliorer, si les pavages ou les trottoirs sont faits avec des matériaux qui ne sont pas d'une nature durable, ou, pour l'acquisition d'un équipement départemental, ou afin d'accorder une aide, un bonus ou un encouragement: dix ans;	(4) For acquiring land for, construction, extension or improvement of highways, streets or sidewalks, if the pavements or sidewalks are of no material of a lasting character, or for the acquisition of departmental equipment, or for aid, bonus or encouragement,—ten years;
Autres fins:	5° Pour toute fin à laquelle il n'a pas été ci-dessus pourvu: la période de temps que le ministre des affaires municipales détermine sur recommandation de la Commission municipale de Québec.	(5) For any purpose not hereinabove provided for,—such period as the Minister of Municipal Affairs may determine on the recommendation of the Quebec Municipal Commission.
Termes plus long.	Nonobstant les dispositions du présent article, le ministre des affaires municipales peut, sur la recommandation de la Commission municipale de Québec et lorsqu'il le juge dans l'intérêt d'une corporation municipale, autoriser celle-ci à contracter tout emprunt pour un terme excédant celui qui est stipulé au présent article pour un emprunt de cette nature.	Notwithstanding the provisions of this section, the Minister of Municipal Affairs may, on the recommendation of the Quebec Municipal Commission and when he deems it in the interest of a municipal corporation, authorize the latter to effect any loan for a term exceeding that stipulated in this section for a loan of this nature.
Exception.	Le présent article ne s'applique pas aux engagements que les corporations municipales contractent envers le ministre des finances en vertu de la Loi de la voirie (chap. 133). S. R. 1941, c. 217, a. 2; 4-5 Eliz. II, c. 43, a. 1.	This section shall not apply to engagements made by municipal corporations towards the Minister of Finance, by virtue of the Roads Act (Chap. 133). R. S. 1941, c. 217, s. 2; 4-5 Eliz. II, c. 43, s. 1.
Obligations à court terme.	2. Toute municipalité constituée en corporation par une loi spéciale ou en vertu des dispositions de la loi générale, peut, au moyen d'une résolution approuvée par le ministre des affaires municipales, émettre des obligations pour des termes plus courts que celui établi pour l'emprunt par le règlement, et peut former un fonds d'amortissement à un taux basé sur le terme de l'emprunt, pourvu que chaque émission, après la première, soit seulement pour la balance due sur l'emprunt.	2. Any municipality incorporated by special act or under the provisions of a general act, may, by means of a resolution approved by the Minister of Municipal Affairs, issue bonds for shorter terms than the term of the loan as fixed in the by-law, and may establish a sinking-fund at a rate based on the term of the loan, provided that each issue subsequent to the first one be only for the balance due on the loan.

Aide aux  
chômeurs.

Les dispositions du présent article s'appliquent et sont censées s'être toujours appliquées aux obligations émises sous l'autorité des règlements contractés en vertu de la Loi de l'aide aux chômeurs, 1930, (21 George V, chapitre 2,) de la Loi de l'aide aux chômeurs, 1931, (22 George V, chapitre 2) et de la Loi de l'aide aux chômeurs, 1933, (23 George V, chapitre 2). S. R. 1941, c. 217, a. 3.

The provisions of this section shall apply and shall be deemed to have always been applied to the bonds issued under the authority of the by-laws made under the Unemployed Aid Act, 1930 (21 George V, Chapter 2), the Unemployed Aid Act, 1931 (22 George V, chapter 2) and the Unemployed Aid Act, 1933 (23 George V, Chapter 2). R. S. 1941, c. 217, s. 3.

Unemployment aid.

## SECTION II

### DE LA CONSOLIDATION DES DETTES MUNICIPALES

Dettes flottantes après 1933.

**3.** Il est loisible à toute municipalité de consolider par règlement les dettes flottantes par elle contractées après le 1er mars 1933, pourvu que les dettes qui font l'objet de la consolidation aient été approuvées par la Commission municipale de Québec.

Formalités.

Ce règlement est soumis au vote des électeurs et à l'approbation du lieutenant-gouverneur en conseil ainsi qu'à l'observance des autres formalités de la loi qui régit la municipalité relativement aux emprunts. S. R. 1941, c. 217, a. 7.

## DIVISION II

### CONSOLIDATION OF MUNICIPAL DEBTS

**3.** Any municipality may likewise, by by-law, consolidate the floating debts contracted by it after the 1st day of March, 1933, provided that the debts to be consolidated have been approved by the Quebec Municipal Commission.

Floating debts after 1933.

Such by-law shall be subject to the vote of the electors and to the approval of the Lieutenant-Governor in Council and also to the observance of the other formalities of the law governing the municipality with respect to loans. R. S. 1941, c. 217, s. 7.

Formalities.

## SECTION III

### DU REMBOURSEMENT DES EMPRUNTS MUNICIPAUX AU MOYEN D'ANNUITÉS

Remboursement par annuités.

**4.** Il est permis à toute municipalité de décréter, dans un règlement autorisant un emprunt qu'elle peut légalement faire suivant la loi qui la régit, qu'elle remboursera cet emprunt par annuités embrassant un terme n'excédant pas celui autorisé par la loi. S. R. 1941, c. 217, a. 8.

Annuités.

**5.** Ces annuités comprennent l'intérêt et la fraction de capital qui doit être annuellement payée pour éteindre la dette à l'époque convenue. S. R. 1941, c. 217, a. 9.

Obligations.

**6.** Ces municipalités peuvent émettre, pour le paiement de ces annuités, des obligations échéant de six mois en six mois ou d'année en année jusqu'à l'extinction de l'emprunt. S. R. 1941, c. 217, a. 10.

## DIVISION III

### PAYMENT OF MUNICIPAL LOANS BY ANNUITIES

**4.** Any municipality, in a by-law authorizing any loan which it may lawfully make under the law by which it is governed, may stipulate that it will repay such loan by annuities extending over a term of not more than that authorized by law. R. S. 1941, c. 217, s. 8.

Payment by annuities.

**5.** Such annuities shall include the interest and the portion of the capital which is to be annually paid to extinguish the debt at the time agreed upon. R. S. 1941, c. 217, s. 9.

Annuities.

**6.** Any such municipality may, for the payment of such annuities, issue debentures payable every six months or every year until the loan is extinguished. R. S. 1941, c. 217, s. 10.

Debentures.

## SECTION IV

## DIVISION IV

DE L'EMPLOI DES DENIERS PROVENANT  
D'UN EMPRUNT MUNICIPALAPPLICATION OF MONEYS REALIZED  
FROM MUNICIPAL LOANSApplica-  
tion du  
produit  
des em-  
prunts.

**7.** Les deniers provenant d'un emprunt contracté, par émission d'obligations ou autrement, par toute municipalité constituée en corporation par une loi spéciale ou en vertu d'une loi générale, doivent être exclusivement appliqués aux fins auxquelles ils sont destinés, pourvu toutefois que, s'ils excèdent le montant requis pour ces fins, l'excédent puisse être appliqué à d'autres fins spécifiées dans un règlement subséquent du conseil, approuvé de la même manière que le règlement autorisant cet emprunt. S. R. 1941, c. 217, a. 12 (*partie*).

Excep-  
tion.

**8.** Cependant, si l'excédent ne dépasse pas cinq mille dollars, il peut être appliqué à d'autres fins spéciales spécifiées dans un règlement subséquent du conseil, approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil, mais sans qu'il soit nécessaire de le soumettre au vote des électeurs propriétaires de biens-fonds. S. R. 1941, c. 217, a. 12 (*partie*).

Deniers  
employés  
à d'autres  
fins.

**9.** Tout membre du conseil qui, soit verbalement, soit par écrit, par son vote ou tacitement, autorise le virement de ces deniers, est personnellement responsable de toutes les sommes d'argent ainsi illégalement détournées de l'usage auquel elles étaient destinées, envers la corporation, qui peut, par une poursuite en justice entraînant l'emprisonnement, les recouvrer du membre ou des membres du conseil en défaut. S. R. 1941, c. 217, a. 13 (*partie*).

Respon-  
sabilité.

**10.** Cette responsabilité est solidaire et s'applique au secrétaire-trésorier ou autre officier qui opère le virement des deniers ou participe à l'opération. S. R. 1941, c. 217, a. 13 (*partie*).

Pour-  
suite.

**11.** La poursuite en recouvrement de ces deniers peut être intentée également par tout contribuable ou par le ministre des affaires municipales. S. R. 1941, c. 217, a. 13 (*partie*).

Use of  
borrowed  
money.

**7.** The moneys realized from a loan made by any municipality incorporated by special act or in virtue of a general act shall be applied exclusively to the purpose for which they are intended, provided, however, that if they exceed the amount required for such purpose, the excess may be applied to other purposes specified in a subsequent by-law of the council, approved in the same manner as the by-law authorizing such loan. R. S. 1941, c. 217, s. 12 (*part*).

Excep-  
tion.

**8.** However, if the excess be not over five thousand dollars, it may be applied to other purposes specified in a subsequent by-law of the council, approved by the Lieutenant-Governor in Council, but without being submitted to the vote of the property-owners who are electors. R. S. 1941, c. 217, s. 12 (*part*).

Misappli-  
cation of  
money.

**9.** Every member of the council who, either verbally or in writing, by his vote or tacitly, authorizes the misapplication of such money, shall be personally responsible for all sums thus illegally diverted from the use for which they are intended, towards the corporation, which may recover the same by an action at law, enforceable by coercive imprisonment against the member or the members of the council in default. R. S. 1941, c. 217, s. 13 (*part*).

Responsi-  
bility.

**10.** Such responsibility shall be joint and several, and shall apply to the secretary-treasurer or other officer who causes any such illegal diversion of moneys, or takes any part therein. R. S. 1941, c. 217, s. 13 (*part*).

Action.

**11.** The action to recover such moneys may likewise be taken by any ratepayer or by the Minister of Municipal Affairs. R. S. 1941, c. 217, s. 13 (*part*).

SECTION V

DISPOSITIONS SPÉCIALES CONCERNANT LES OBLIGATIONS ÉMISES PAR LES MUNICIPALITÉS

Certificat d'approbation.

**12.** Toute obligation émise par une municipalité doit, avant sa livraison, être revêtue du sceau du ministre des affaires municipales et d'un certificat du ministre des affaires municipales ou d'une personne spécialement autorisée par ce dernier, attestant que le règlement qui autorise son émission a été approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre des affaires municipales, selon le cas, et que cette obligation est émise conformément à ce règlement.

Validité des bons.

Toute obligation émise par une municipalité en vertu d'un règlement approuvé par le lieutenant-gouverneur en conseil ou le ministre des affaires municipales, selon le cas, et portant ce sceau et ce certificat est valide, et sa validité ne peut être contestée pour aucune raison quelconque. S. R. 1941, c. 217, a. 14.

Règlements.

**13.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire des règlements concernant :

1° La forme des obligations et leur enregistrement;

2° Le remplacement des obligations perdues;

3° Le certificat qui doit être apposé sur les obligations suivant l'article 12. S. R. 1941, c. 217, a. 15.

Fonds consolidé.

**14.** Tous les salaires, honoraires et amendes fixés par et recouvrés en vertu de ces règlements font partie du fonds du revenu consolidé de la province. S. R. 1941, c. 217, a. 16.

Autorisation requise.

**15.** Lorsqu'une corporation municipale ou scolaire, quelles que soient la nature de sa constitution en corporation et la loi qui la régit, désire négocier un emprunt dont le remboursement doit s'effectuer, en totalité ou en partie, en monnaie étrangère, elle doit y être préalablement autorisée par le lieutenant-gouverneur en conseil.

DIVISION V

SPECIAL PROVISIONS RESPECTING BONDS ISSUED BY MUNICIPALITIES

**12.** Every bond issued by a municipality shall, before its delivery, bear the seal of the Department of Municipal Affairs and a certificate of the Minister of Municipal Affairs, or of a person specially authorized by him, establishing that the by-law authorizing its issue has been approved by the Lieutenant-Governor in Council, or the Minister of Municipal Affairs, as the case may be, and that such bond is issued in conformity with such by-law.

Every bond issued by a municipality under a by-law approved by the Lieutenant-Governor in Council or the Minister of Municipal Affairs, as the case may be, and bearing such seal and such a certificate, shall be valid, and its validity may not be contested for any cause whatsoever. R. S. 1941, c. 217, s. 14.

**13.** The Lieutenant-Governor in Council may make regulations, respecting the following matters:

(1) The form of the bonds and of their registration;

(2) The replacement of bonds lost;

(3) The certificate which must be attached to bonds under section 12. R. S. 1941, c. 217, s. 15.

**14.** All salaries, fees and fines established by or recovered under such regulations shall form part of the consolidated revenue fund of the Province. R. S. 1941, c. 217, s. 16.

**15.** When a municipal or school corporation, howsoever incorporated and by whatever act governed, wishes to contract a loan which is to be repaid in whole or in part, in foreign currency, such corporation must previously be authorized so to do by the Lieutenant-Governor in Council.

SECTION VI

DES EMPRUNTS EN MONNAIE ÉTRANGÈRE

DIVISION VI

LOANS IN FOREIGN CURRENCY

Autorization required.

Valeur  
de l'em-  
prunt.

Lorsque cette autorisation a été donnée et que la corporation municipale ou scolaire a contracté un emprunt en se conformant aux dispositions législatives qui la régissent en cette matière et que la loi, le règlement ou la résolution autorisant l'emprunt en limite le montant, celui-ci est réputé être la valeur nominale des obligations ou autres valeurs émises relativement à cet emprunt, sans égard à toute prime qui peut être payable lors du remboursement, ni au fait que ces obligations ou autres valeurs peuvent être vendues à prime ou à escompte; et l'emprunt est réputé autorisé tant en monnaie étrangère qu'en monnaie du Canada, nonobstant la différence de valeur qui peut exister entre elles lors de l'emprunt ou après qu'il a été effectué. 4-5 Eliz. II, c. 44, a. 1.

Whenever such authorization has been given and the municipal or school corporation has contracted a loan by complying with the legislative provisions governing it in that respect and that the act, by-law or resolution authorizing the loan limits the amount thereof, such amount shall be deemed to be the nominal value of the bonds or other securities issued in connection with such loan, regardless of any premium that may be payable on redemption and regardless of the fact that such bonds or other securities may be sold at a premium or discount; and the loan shall be deemed to have been authorized in both foreign and Canadian currency, notwithstanding any difference in value existing between them at the time of the loan or after the same has been effected. 4-5 Eliz. II, c. 44, s. 1.

Value  
of loan.

## SECTION VII

## DES EMPRUNTS RACHETABLES PAR ANTICIPATION

« Corpo-  
ration munici-  
pale »;

« corpo-  
ration  
scolaire ».

**16.** Dans la présente section, les mots « corporation municipale » comprennent tout organisme chargé de l'administration d'un territoire pour fins municipales dans la province, et les mots « corporation scolaire » comprennent toute corporation de commissaires ou de syndics d'écoles, et généralement, tout organisme chargé d'administrer des écoles dans une partie de la province. S. R. 1941, c. 212, a. 2.

Rachat  
par anti-  
cipation.

**17.** Il est, et a toujours été, loisible pour toute corporation municipale ou scolaire de stipuler, dans une procédure qu'elle est autorisée à adopter pour décréter un emprunt, que les obligations émises sont rachetables avant leur date d'échéance respective, aux époques et conditions déterminées dans telle procédure et à un prix non inférieur à leur valeur nominale. La faculté de rachat doit être mentionnée sur les obligations, autrement, elle ne peut être exercée contre le gré des détenteurs. S. R. 1941, c. 212, a. 3.

Date de  
rachat.

**18.** Les obligations ainsi rachetables peuvent être, au gré de la corporation, rachetées par anticipation à toute échéance d'intérêt, en suivant les conditions déterminées lors de l'émission et, dans tous les

## DIVISION VII

## LOANS REDEEMABLE BY ANTICIPATION

**16.** In this division, the words "municipal corporation" include any body entrusted with the administration of a territory for municipal purposes in the Province, and the words "school corporation" include any corporation of school commissioners or school trustees, and, generally, any body entrusted with the administration of schools in any part of the Province. R. S. 1941, c. 212, s. 2.

**17.** It is, and always has been, lawful for any municipal or school corporation to stipulate, in a procedure it is authorized to adopt for the effecting of a loan, that the bonds or debentures issued shall be redeemable, before their respective dates of maturity, at the times and upon the conditions determined in such procedure and at a price not lower than their face value. The right of redemption must be mentioned on the bonds or debentures, otherwise it cannot be exercised against the will of the holders. R. S. 1941, c. 212, s. 3.

Redemp-  
tion  
before  
maturity.

**18.** The bonds or debentures thus redeemable may, at the will of the corporation, be redeemed by anticipation at any interest maturity date by complying with the conditions determined at the time of

Date of  
redemp-  
tion.



- Avis.** cas, en donnant avis une fois dans la *Gazette officielle de Québec* pas moins de trente, ni plus de soixante jours avant la date du rachat et en affichant ou publiant cet avis en la manière prescrite pour les avis publics de cette corporation. their issue and, in all cases, by giving Notice, notice once in the *Quebec Official Gazette* not less than thirty days, nor more than sixty days before the date of redemption, and by posting up or publishing such notice in the manner prescribed for the public notices of such corporation.
- Avis par la poste.** Le même avis doit être, dans le même délai, déposé à la poste, sous pli recommandé, à la dernière adresse connue de tout détenteur immatriculé d'une obligation dont le rachat est ordonné. S. R. 1941, c. 212, a. 4. The same notice must, within the same Mailing, delay, be sent by registered mail to the last known address of every registered holder of a bond or debenture ordered to be redeemed. R. S. 1941, c. 212, s. 4.
- Intérêt.** **19.** Toute obligation, dont le rachat est ordonné selon les dispositions ci-dessus, cesse de porter intérêt à la date de rachat fixée dans les avis si, à cette date, le montant requis était disponible au lieu du paiement. S. R. 1941, c. 212, a. 5. **19.** Any bond or debenture, the redemption whereof is ordered in conformity with the hereinabove mentioned provisions, shall cease to bear interest from the date of redemption determined in the notices if, at such date, the required sum was available at the place of payment. R. S. 1941, c. 212, s. 5.
- Emprunts pour rachat.** **20.** Une corporation municipale peut, par règlement approuvé par la Commission municipale de Québec et le ministre des affaires municipales, effectuer tout emprunt requis pour un tel rachat sans que, dans aucun cas, le vote des électeurs propriétaires ne soit requis. **20.** A municipal corporation may, by a by-law approved by the Quebec Municipal Commission and by the Minister of Municipal Affairs, effect any loan required for such redemption, without the necessity, in any case, of it being voted upon by the elector-proprietors. Loan for redemption.
- Idem.** Dans le cas d'une corporation scolaire, tel emprunt peut être effectué par résolution approuvée par la Commission municipale de Québec, ainsi que par le ministre des affaires municipales et le ministre de l'éducation, sans qu'il soit nécessaire de donner les avis prescrits par l'article 312 de la Loi de l'instruction publique (chap. 235). In the case of a school corporation, such loan may be effected by resolution approved by the Quebec Municipal Commission, as well as by the Minister of Municipal Affairs and the Minister of Education, without being bound to give the notices prescribed by section 312 of the Education Act (Chap. 235). Idem.
- Montant.** Tels emprunts ne peuvent être que pour un montant égal à la valeur nominale des obligations à être rachetées. S. R. 1941, c. 212, a. 6; 12-13 Eliz. II, c. 45, a. 15. The amount of such loans shall not exceed the face value of the bonds or debentures to be redeemed. R. S. 1941, c. 212, s. 6; 12-13 Eliz. II, c. 45, s. 15. Amount.

## SECTION VIII

## GARANTIE PERSONNELLE INTERDITE

**21.** Dans la présente section:

**« municipalité »;** 1° Le mot « municipalité » désigne toute corporation municipale quelconque, qu'elle soit formée ou régie par une loi générale ou spéciale, et il comprend également toute corporation de commissaires ou de syndics d'écoles et généralement toute commission

## DIVISION VIII

## PERSONAL GUARANTEE PROHIBITED

**21.** In this division:

(1) The word "municipality" means "Municipality"; any municipal corporation whatsoever, whether formed or governed by a general or special act, and it likewise includes every corporation of school commissioners or of school trustees, and, generally, every

et tout bureau constitués en corporation pour fins d'administration d'écoles dans la province;

«officier». 2° Le mot « officier » désigne tout membre d'un conseil municipal, tout commissaire ou syndic d'écoles, tout membre d'une commission ou d'un bureau constitué en corporation pour fins d'administration d'écoles dans la province, et il comprend également tout officier ou employé d'une municipalité au sens du paragraphe 1° du présent article. S. R. 1941, c. 211, a. 2.

Garantie interdite. 22. Un officier d'une municipalité ne peut, sous peine de nullité, se porter garant ni se rendre responsable personnellement, ni directement ni indirectement, pour cette municipalité.

Nullité. Toute convention ou tout engagement contraire aux dispositions du présent article est nul et de nul effet. S. R. 1941, c. 211, a. 3.

commission and every board incorporated for the administration of schools in the Province;

(2) The word "officer" means any member of a municipal council, any school commissioner or school trustee, any member of a commission or board incorporated for the administration of schools in the Province, and likewise includes every officer or employee of a municipality within the meaning of paragraph 1 of this section. R. S. 1941, c. 211, s. 2.

22. No officer of a municipality shall, subject to nullity, become guarantor or make himself personally responsible, directly or indirectly, for such municipality. Guarantee prohibited.

Every agreement or undertaking contrary to the provisions of this section shall be null and void. R. S. 1941, c. 211, s. 3. Nullity.

#### SECTION IX

##### DE L'ENREGISTREMENT DES OBLIGATIONS

Registre. 23. Toute corporation municipale ou scolaire doit tenir un registre pour l'enregistrement des obligations émises pour fins d'emprunts. 14-15 Geo. VI, c. 68, a. 1.

Inscriptions. 24. Le greffier, secrétaire ou secrétaire-trésorier de la corporation doit inscrire dans ce registre, à la demande du détenteur originaire ou de tout cessionnaire d'une obligation émise par la corporation, ses nom, prénoms et adresse, le montant, la date d'émission et le numéro de cette obligation, ainsi que la date de l'enregistrement.

Idem. Il doit aussi, sous sa signature, inscrire sur l'obligation même les nom, prénoms et adresse de la personne en faveur de qui elle est enregistrée, ainsi que la date de cet enregistrement. 14-15 Geo. VI, c. 68, a. 2.

Preuve. 25. L'inscription dans ce registre du nom de la dernière personne y apparaissant comme détentrice ou cessionnaire d'une obligation fait preuve *prima facie* de son droit de propriété de cette obligation.

Examen. Ce registre peut être examiné par toute personne qui en fait la demande, pendant

23. Every municipal or school corporation shall keep a register for the registration of the debentures issued for borrowing purposes. 14-15 Geo. VI, c. 68, s. 1. Register.

24. The clerk, secretary or secretary-treasurer of the corporation shall enter in such register, upon the request of the original holder or of any transferee of a debenture issued by the corporation, his surname, names and address, the amount, the date of issue and the number of such debenture, as well as the date of the registration. Entries.

He shall also, under his signature, enter on the debenture itself the surname, names and address of the person in favour of whom it is registered, as well as the date of such registration. 14-15 Geo. VI, c. 68, s. 2. Idem.

25. The entry in such register of the name of the last person appearing therein as holder or transferee of a debenture shall constitute *prima facie* evidence of his right of ownership of such debenture. Proof.

Such register may be examined by any person applying therefor, during the office Examination.



les heures de bureau de la corporation. 14-15 Geo. VI, c. 68, aa. 3 et 4.

hours of the corporation. 14-15 Geo. VI, c. 68, ss. 3 and 4.

SECTION X

DU TRANSFERT DES OBLIGATIONS

DIVISION X

TRANSFER OF DEBENTURES

**Transfert par livraison.** **26.** Toute obligation émise par une corporation municipale ou autre corporation avec les formalités prescrites par la loi, payable au porteur, ou à une personne y dénommée ou au porteur, peut être transférée par simple livraison, et ce transfert en transmet la propriété au possesseur et lui donne le droit d'intenter personnellement une action sur cette obligation. S. R. 1941, c. 217, a. 26.

**26.** Any debenture issued, with the formalities required by law, by any municipal corporation or other corporate body, payable to bearer or to any person named therein or to bearer, may be transferred by delivery, and such transfer shall vest the property of such debenture in the holder thereof, and entitle him to take an action thereupon in his own name. R. S. 1941, c. 217, s. 26.

**Endossement.** **27.** Toute obligation, émise comme susdit, payable à une personne, ou à une personne ou à son ordre, devient, par l'endossement de cette personne, transférable par simple livraison, et ce transfert en transmet la propriété au possesseur et lui donne le droit d'intenter personnellement une action sur cette obligation. S. R. 1941, c. 217, a. 27.

**27.** Any debenture issued as aforesaid, payable to any person, or to any person or order, shall, by endorsement thereof by such person, become transferable by delivery; and the transfer shall vest the property thereof in the holder, and entitle him to take an action thereupon in his own name. R. S. 1941, c. 217, s. 27.

**Poursuite sur obligations.** **28.** Dans toute poursuite ou action sur semblable obligation, il n'est pas nécessaire d'alléguer dans la déclaration ou dans toute autre procédure, ni de prouver de quelle manière une personne est devenue en possession de telle obligation, ni d'alléguer ni prouver les avis, règlements ou autres procédures en vertu desquels l'obligation a été émise; mais il suffit de désigner le demandeur comme étant en possession de cette obligation (énonçant l'endossement s'il y en a), et d'alléguer brièvement son effet légal et de faire la preuve en conséquence. S. R. 1941, c. 217, a. 28.

**28.** In any suit or action upon any such debenture, it shall not be necessary for the plaintiff to set forth in the declaration or other pleading, or to prove, the mode by which he became the holder of such debenture, or to set forth or to prove the notices, by-laws, or other proceedings under or by virtue of which the debenture was issued, but it shall be sufficient to describe the plaintiff as the holder of the debenture (alleging the general endorsement, if any), and shortly to state its legal effect and purport, and to make proof accordingly. R. S. 1941, c. 217, s. 28.

**Obligations émises au-dessous du pair.** **29.** Sujet aux prescriptions de l'article 585 de la Loi des cités et villes (chap. 193) en ce qui concerne les cités et villes qui y sont soumises, quant au fonds d'amortissement, toute obligation émise par toute corporation municipale ou autre est valide et recouvrable en entier, bien qu'elle puisse avoir été négociée par cette corporation à un taux au-dessous du pair, et ne peut être pour cette cause entachée d'invalidité entre les mains d'un porteur pour valeur. S. R. 1941, c. 217, a. 29.

**29.** Subject to the provisions of section 585 of the Cities and Towns Act (Chap. 193), regarding a sinking-fund, in the case of a corporation subject thereto, any debenture issued by any municipal or other corporation shall be valid and recoverable to the full amount thereof, notwithstanding its negotiation by such corporation at a rate less than par, and shall not be impeachable for such reason in the hands of a holder of value. R. S. 1941, c. 217, s. 29.

Valida-  
tion des  
règle-  
ments,  
etc.

**30.** Lorsque l'intérêt pour une ou plusieurs années sur une obligation émise en vertu d'un règlement d'emprunt, ou lorsque le capital de l'une d'une série d'obligations émises à été payé par la corporation municipale ou autre qui a émis ces obligations, le règlement d'emprunt autorisant l'émission, et les obligations émises en vertu de ce règlement, sont, par là même, validés et lient cette corporation. S. R. 1941, c. 217, a. 30.

Rapport  
au  
ministre.

**31.** Le greffier ou le secrétaire-trésorier, ou la personne agissant comme tel, de toute corporation municipale, ou le greffier ou le secrétaire, ou la personne agissant comme tel, de toute autre corporation, sauf celles qui en sont exceptées par la présente section, est tenu, le ou avant le dixième jour de janvier de chaque année, de transmettre au ministre des affaires municipales, en duplicata, un état, jusqu'au trente et unième jour de décembre alors dernier, dressé suivant la formule 1, indiquant le nom de la corporation municipale ou autre corporation; le montant de sa dette, distinguant le montant de sa dette, s'il en existe, encourue en vertu des dispositions concernant le fonds d'emprunt municipal, d'avec le reste de sa dette; la valeur cotisée des biens meubles et immeubles appartenant à telle corporation municipale ou autre corporation ou la valeur cotisée des biens meubles et immeubles de la municipalité ou les deux, suivant le cas; le montant total de la cotisation par dollar, imposée pour quelque fin que ce soit sur les biens en dernier lieu mentionnés, et le montant des intérêts dus par la corporation municipale ou autre corporation. S. R. 1941, c. 217, a. 31.

Infractions  
par  
officiers.

**32.** Tout greffier, secrétaire ou secrétaire-trésorier d'une corporation municipale ou d'une autre corporation comme susdit, qui néglige de remplir, en temps convenable, quelqu'un des devoirs que lui impose la présente section est passible d'une amende de deux cents dollars, et, à défaut de paiement, de l'emprisonnement jusqu'à ce que l'amende soit payée, mais pour une période de pas plus de douze mois; la poursuite devant être portée au nom du procureur général devant tout tribunal compétent. S. R. 1941, c. 217, a. 25.

Peines.

**30.** Where the interest for one year or more on a debenture, or the principal of one of a series of debentures, issued under a loan by-law, has been paid by the municipal or other corporation which has issued such debentures, the by-law authorizing such issue, and the debentures issued thereunder, shall thereupon become valid and binding upon such corporation. R. S. 1941, c. 217, s. 30.

Interest  
payment  
validates  
debentures.

**31.** The clerk or secretary-treasurer (or person acting as such) of every municipal corporation, and the clerk or secretary (or person acting as such) of any other corporate body (excepting such as are in and by this division excepted) shall on or before the tenth day of January in each year, transmit to the Minister of Municipal Affairs, in duplicate, a return according to form 1, made up to the thirty-first day of December then last past, showing: the name of the municipal corporation, or other corporate body; the amount of its debt, distinguishing the amount of debt incurred under the provisions respecting the municipal loan fund, if any, from the remainder of its debt; the assessed value of the moveable property belonging to such corporation or corporate body, or the assessed value of the moveable and immoveable property of the municipality, or both, as the case may be; the total rates, per dollar, assessed on such last-mentioned property for all purposes; and the amount of interest due by the municipal corporation or other corporate body. R. S. 1941, c. 217, s. 31.

Returns  
to  
Minister.

**32.** Any clerk, secretary, or secretary-treasurer, as aforesaid, of any municipal corporation or other corporate body, as aforesaid, neglecting to perform, within the proper period, any duty devolving upon him in virtue of this division, shall be subject, upon prosecution in the name of the Attorney-General in any court having competent jurisdiction, to a fine of two hundred dollars, or, in default of payment thereof, to imprisonment until such fine be paid, but for a term of not more than twelve months. R. S. 1941, c. 217, s. 25.

Offence  
by officer.

Penalty.

## SECTION XI

## DES FONDS D'AMORTISSEMENT

Deniers destinés au fonds d'amortissement.

**33.** Lorsque le capital d'un emprunt contracté ou des obligations émises par une municipalité constituée en corporation par une loi spéciale ou en vertu des dispositions de la loi générale, est remboursable par versements d'annuités, ou par une série de versements consécutifs et annuels couvrant tout le terme de l'emprunt ou de l'émission, les deniers mis à part chaque année pour le fonds d'amortissement doivent être suffisants pour rencontrer chaque versement, et doivent être employés à cette fin à chaque date à laquelle un versement devient dû.

Idem.

Lorsque ce capital est remboursable autrement, les sommes d'argent destinées au fonds d'amortissement doivent être suffisantes, chaque année, pour payer, avec l'intérêt accru, tout le capital à l'échéance, et doivent être déposées chaque année au bureau du ministre des finances, à Québec, et l'on prend sur ce dépôt le montant qu'il faut pour rencontrer les versements, s'il y a lieu, aux dates auxquelles ils deviennent respectivement dus. S. R. 1941, c. 217, a. 33.

Dépôt chez le ministre des finances.

Dépôt fait ailleurs.

**34.** Le lieutenant-gouverneur en conseil, sur le rapport du ministre des affaires municipales à l'effet qu'il est à propos et dans l'intérêt de la municipalité, que le fonds d'amortissement soit déposé ailleurs qu'au bureau du ministre des finances ou soit placé autrement, peut permettre que le fonds d'amortissement requis pour racheter des obligations émises ou pour rembourser un emprunt contracté par cette municipalité, soit déposé ailleurs qu'au bureau du ministre des finances ou soit placé autrement. S. R. 1941, c. 217, a. 34.

Rapport au ministre des finances.

**35.** Une corporation municipale ou scolaire qui a effectué un emprunt pour lequel un fonds d'amortissement doit être créé en vertu des lois à cet effet, ou qui a émis des obligations, doit, dans les trente jours suivant immédiatement l'exécution de l'emprunt ou la livraison des obligations, faire au ministre des finances un

## DIVISION XI

## SINKING-FUNDS

**33.** When the principal of a loan contracted, or of bonds issued, by a municipality incorporated by special act or under the provisions of the general law, is repayable by annuity instalments or by a series of consecutive and yearly instalments covering the whole term of the loan or of the bond issue, the moneys set aside each year for the sinking-fund shall be sufficient to meet each instalment, and shall be used for such purpose at each date on which an instalment becomes due.

Moneys set aside.

When such principal is repayable otherwise, the moneys intended for the sinking-fund shall be sufficient every year, with the interest accrued thereon, to pay the whole of the capital at maturity, and shall be deposited every year in the office of the Minister of Finance, at Quebec, and so much of said deposit as may be required shall be used to meet instalments, if any, at the dates on which they respectively fall due. R. S. 1941, c. 217, s. 33.

Idem.

Deposit with Minister of Finance.

**34.** The Lieutenant-Governor in Council, upon the report of the Minister of Municipal Affairs to the effect that it is advisable and in the interest of the municipality that the sinking-fund be deposited elsewhere than in the office of the Minister of Finance, or be otherwise invested, may authorize that the sinking-fund required to redeem an issue of bonds made, or to repay a loan contracted, by that municipality, be deposited elsewhere than in the office of the Minister of Finance or be otherwise invested. R. S. 1941, c. 217, s. 34.

Deposit elsewhere.

**35.** A municipal or school corporation which has effected a loan for which a sinking-fund must be created under the laws governing the same, or which has issued bonds, shall, within the thirty days immediately following the completion of the loan, or the delivery of the bonds, make to the Minister of Finance a report,

Report to Minister of Finance.

rapport sous le serment d'office du maire et celui du secrétaire-trésorier ou du greffier, dans le cas d'une corporation municipale, ou sous le serment d'office du président et celui du secrétaire-trésorier, dans le cas d'une corporation scolaire.

Ce rapport doit exposer:

Contenu. 1° Les détails du règlement ou de la résolution en vertu duquel ou de laquelle l'emprunt a été contracté ou les obligations émises;

2° Le montant de l'emprunt ou des obligations, le montant de chaque versement, s'il y a lieu, les dates d'échéance et les endroits où doit se faire le paiement du capital;

3° La date de l'exécution de l'emprunt ou de la livraison des obligations, le nom du prêteur ou de l'acquéreur, et le montant net reçu par la corporation sur le montant emprunté ou sur la vente des obligations.

Copie du règlement. Ce rapport doit être accompagné d'une copie certifiée du règlement ou de la résolution, suivant le cas. S. R. 1941, c. 217, a. 35.

Intérêt sur les dépôts. **36.** Les sommes d'argent déposées conformément à la présente section portent intérêt, au taux de trois et demi pour cent par année, à compter de la date de leur dépôt jusqu'à la date où elles sont retirées, et cet intérêt est composé annuellement.

Remboursement de l'emprunt. A l'échéance de l'emprunt ou des obligations, ces sommes d'argent, ainsi que l'intérêt couru, doivent être remboursées, par le ministère des finances, à l'ordre de la banque ou des banques où l'emprunt ou les obligations sont payables. S. R. 1941, c. 217, a. 36; 9 Geo. VI, c. 50, a. 1.

Dépôt insaisissable. **37.** Les sommes d'argent déposées conformément à la présente section et l'intérêt couru sur ces sommes sont insaisissables, sauf et excepté en exécution d'un jugement final rendu par un tribunal compétent en faveur du prêteur, ou d'un ou plusieurs porteurs d'obligations, à l'avantage desquels le fonds d'amortissement a été créé.

Exception. Les sommes d'argent saisies doivent être distribuées proportionnellement entre tous les porteurs d'obligations. S. R. 1941, c. 217, a. 37.

Distribution. Les sommes d'argent saisies doivent être distribuées proportionnellement entre tous les porteurs d'obligations. S. R. 1941, c. 217, a. 37.

under the oath of office of the mayor and that of the secretary-treasurer or clerk in the case of a municipal corporation, or under the oath of office of the chairman and that of the secretary-treasurer, in the case of a school corporation.

Such report shall set forth:

(1) The particulars of the by-law or resolution under which the loan was contracted or the bonds were issued;

(2) The amount of the loan or of the bonds, the amount of each instalment, if any, the maturity dates and the places of payment of the principal;

(3) The date of the completion of the loan or of the delivery of the bonds, the name of the lender or purchaser, and the net amount received by the corporation out of the money borrowed or out of the sale of the bonds.

Such report shall be accompanied by a copy of certified copy of the by-law or resolution, as the case may be. R. S. 1941, c. 217, s. 35.

**36.** The moneys deposited in conformity with this division shall bear interest at the rate of three and one-half per cent per annum, from the date of their deposit to the date of their withdrawal, and such interest shall be compounded yearly.

At maturity of the loan or of the bonds, such moneys, together with the interest accrued, shall be paid over, by the Department of Finance, to the order of the bank or banks where the loan or the bonds are payable. R. S. 1941, c. 217, s. 36; 9 Geo. VI, c. 50, s. 1.

**37.** The moneys deposited in conformity with this division and the interest accrued thereon shall be unseizable, save and except in execution of a final judgment from a competent court rendered in favor of the lender, or of one or more of the bondholders, for whose benefit the sinking-fund has been created.

The moneys seized shall be distributed rateably amongst all the holders of the bonds. R. S. 1941, c. 217, s. 37.

Place-  
ment.

**38.** Les sommes d'argent déposées chez le ministre des finances conformément à cette section peuvent être placées en actions ou bons du Canada ou des provinces, en valeurs publiques du Royaume-Uni ou des États-Unis d'Amérique, ou en obligations de toute corporation municipale ou scolaire de la province. S. R. 1941, c. 217, a. 38.

**38.** The moneys deposited with the Minister of Finance in conformity with this division, may be invested in stock or bonds of Canada or of a Province, in public securities of the United Kingdom or of the United States of America, or in the stock or bonds of any municipal or school corporation in the Province. R. S. 1941, c. 217, s. 38.

Disposi-  
tions ap-  
plicables.

**39.** Les articles 59 à 65 de la section VIII de la Loi du ministère des finances (chap. 64) s'appliquent à la présente section. S. R. 1941, c. 217, a. 39.

**39.** Sections 59 to 65 of Division VIII of the Finance Department Act (Chap. 64) shall apply to this division. R. S. 1941, c. 217, s. 39.

Règle-  
ments,  
etc.

**40.** Le lieutenant-gouverneur en conseil peut faire les règlements qu'il juge convenables quant aux formalités à suivre relativement à la présente section. Il peut aussi établir un tarif des droits et honoraires payables par les corporations intéressées quant aux dépôts et à leur remboursement. S. R. 1941, c. 217, a. 40.

**40.** The Lieutenant-Governor in Council may make such regulations as he may deem proper, concerning the formalities to be followed in connection with this division. He may also establish a tariff of duties and fees payable by the interested corporations, in connection with the deposits and their reimbursement. R. S. 1941, c. 217, s. 40.

Infrac-  
tion par  
officiers.

**41.** Le maire, le secrétaire-trésorier ou le greffier d'une municipalité, ou le président ou le secrétaire-trésorier d'une commission scolaire, qui refuse ou néglige de se conformer aux dispositions de l'article 35, ou aux règlements faits en vertu de l'article 40, ou qui donne des renseignements faux ou évidemment insuffisants, est passible d'une amende d'au moins cinquante dollars et d'au plus cinq cents dollars. S. R. 1941, c. 217, a. 41.

**41.** The mayor, secretary-treasurer or clerk of a municipality, or the president or secretary-treasurer of a school board, who refuses or neglects to comply with the provisions of section 35, or with the regulations made under section 40, or who gives false or obviously insufficient information, shall be liable to a fine of not less than fifty dollars, nor more than five hundred dollars. R. S. 1941, c. 217, s. 41.

Amende.

Interpré-  
tation.

**42.** Toutes les dispositions législatives incompatibles avec celles qui sont décrétées par la présente section doivent être interprétées de manière à donner à celles-ci leur pleine vigueur et leur plein effet. S. R. 1941, c. 217, a. 42.

**42.** All provisions of law inconsistent with those enacted by this division shall be construed so as to give to this division its full force and effect. R. S. 1941, c. 217, s. 42.

Applica-  
tion.

**43.** La présente section ne s'applique qu'aux emprunts contractés et aux émissions de bons faites par une corporation municipale ou scolaire, en vertu de règlements ou de résolutions passés après le 3 mars 1918. S. R. 1941, c. 217, a. 43.

**43.** This division shall apply only to the loans contracted, or issues of bonds made, by a municipal or school corporation, under by-laws or resolutions passed after the 3rd of March, 1918. R. S. 1941, c. 217, s. 43.

Taxe  
spéciale.

**44.** Nonobstant toute disposition contraire dans une loi spéciale, toute corporation municipale qui a contracté des emprunts par émission d'obligations sans que

**44.** Any provision in any special act to the contrary notwithstanding, any municipal corporation which has contracted a loan by an issue of bonds, without the



le ou les règlements autorisant lesdits emprunts pourvoient au prélèvement d'un fonds d'amortissement, peut, par règlement, imposer une taxe spéciale destinée à créer un fonds d'amortissement pour rembourser chacun de ces emprunts à échéance.

**Approba-  
tion.** Les règlements passés en vertu du présent article ne sont pas soumis à l'approbation des électeurs, mais doivent être approuvés par le lieutenant-gouverneur en conseil.

**Dépôt.** Les fonds d'amortissement prélevés en vertu des règlements adoptés sous l'autorité du présent article, doivent être déposés au bureau du ministre des finances conformément aux dispositions des articles 33 à 41. S. R. 1941, c. 217, a. 44.

**Emploi du  
fonds  
d'amortis-  
sement.** 45. Quand une corporation municipale a contracté un emprunt au sujet duquel elle est obligée de placer un fonds d'amortissement, elle peut employer ce fonds d'amortissement au rachat des obligations qu'elle a émises pour emprunt, pourvu que l'intérêt des obligations ainsi rachetées soit ensuite employé de la même manière que le fonds d'amortissement. S. R. 1941, c. 217, a. 45.

46. Dans chacun des cas suivants, savoir :

**Fonds  
non  
constitué;** 1° Lorsqu'une municipalité, en contractant un emprunt qu'elle est autorisée à faire en vertu de sa charte ou des lois générales, n'a pas pourvu à la création d'un fonds d'amortissement pour cet emprunt, que sa charte ou la loi générale ait ou non autorisé la création d'un tel fonds;

**Impôt  
insuffi-  
sant;** 2° Lorsqu'une municipalité qui a contracté un emprunt et a pourvu à la création d'un fonds d'amortissement, n'a pas prélevé un impôt suffisant pour former le fonds d'amortissement nécessaire au remboursement de l'emprunt à son échéance, ou a employé à d'autres fins la totalité ou une partie des deniers prélevés pour le fonds d'amortissement;

Telle municipalité pourra :

**Forma-  
tion d'un  
fonds;** a) Décréter, par règlement, la formation d'un fonds d'amortissement pour le remboursement de l'emprunt à son échéance, et le prélèvement sur les immeubles imposables d'une taxe suffisante à cette fin; ou

by-law authorizing such loan making provision for the collection of a sinking-fund, may, by by-law, impose a special tax for the purpose of creating a sinking-fund to repay such loan at maturity.

No by-law passed under this section shall be submitted to the approval of the electors, but must be approved by the Lieutenant-Governor in Council. **Approval.**

The sinking-fund collected under any by-law passed under the authority of this section, must be deposited in the office of the Minister of Finance in conformity with the provisions of sections 33 to 41. R. S. 1941, c. 217, s. 44. **Deposit.**

45. Whenever a municipal corporation has contracted a loan, with respect to which it is bound to invest a sinking-fund, it may use such sinking-fund to redeem the bonds issued by it for such loan; provided that the interest on the debentures so redeemed be in future employed in the same manner as the sinking-fund. R. S. 1941, c. 217, s. 45. **Use of sinking-fund.**

46. In each of the following cases, namely:—

(1) Whenever a municipality, contracting any loan which it is authorized to make under its charter or the general law, has not provided for the creation of a sinking-fund for such loan, whether or not its charter or the general law has authorized the creation of such fund; or **No sinking-fund provided;**

(2) Whenever a municipality which has contracted a loan and has provided for the creation of a sinking-fund, has not levied the same at a rate sufficient to form the sinking-fund required to repay the said loan at maturity; or has used for other purposes either the whole or any part of the money collected for the sinking-fund,— **Insufficient levy;**

Such municipality may,—

(a) Provide, by by-law, for the creation of a sinking-fund to repay the loan, at maturity, and for the levying upon the taxable immoveable property of a tax sufficient for such purpose; or **Creation of fund;**



Prélèvement; b) Décréter, par règlement, qu'un montant suffisant sera prélevé, sur les immeubles imposables de la municipalité, en un ou plusieurs prélèvements, pour combler le déficit d'un fonds d'amortissement déjà accumulé, en tout ou en partie, mais dont une partie a été détournée pour être affectée à d'autres fins; ou

Emprunt. c) Emprunter, par règlement, pour l'une ou l'autre des fins visées par les paragraphes a et b, conformément aux dispositions applicables aux emprunts par la municipalité. S. R. 1941, c. 217, a. 46.

Dispositions applicables. 47. Les deniers destinés au fonds d'amortissement suivant l'article 46 sont soumis aux dispositions des articles 33 à 41. S. R. 1941, c. 217, a. 47.

(b) Provide, by by-law, for the collection, by one or more levies upon all the taxable property in the municipality, of an amount sufficient to make good the deficit in any sinking-fund already accumulated, wholly or in part, but a part of which has been diverted to other uses; or

(c) Borrow, by by-law, for one or other of the purposes mentioned in sub-paragraphs a and b, in accordance with the provisions applicable to loans by such municipality. R. S. 1941, c. 217, s. 46.

47. The moneys intended for the sinking-fund under section 46 shall be subject to the provisions of sections 33 to 41. R. S. 1941, c. 217, s. 47.

## SECTION XII

### DES EMPRUNTS PAR BILLETS PAR LES MUNICIPALITÉS DE CITÉ ET DE VILLE

Dispositions applicables. 48. Nonobstant toute disposition contraire contenue dans une charte de cité ou de ville, les paragraphes 2 et 3 de l'article 603 de la Loi des cités et villes (chap. 193), s'appliquent à toutes les municipalités de cité et de ville de la province, à l'exception de celles dont la charte accorde des pouvoirs plus étendus que ceux qui sont accordés par ledit article. S. R. 1941, c. 217, a. 48.

## SECTION XIII

### DE L'AUGMENTATION DE L'INTÉRÊT PRESCRIT PAR LES RÈGLEMENTS D'EMPRUNTS

Augmentation du taux d'intérêt. 49. Toute corporation municipale, qu'elle soit régie par une loi générale ou spéciale ou par une loi générale et spéciale et nonobstant toute disposition contraire contenue dans telles lois, peut, par simple résolution de son conseil, approuvée par le lieutenant-gouverneur en conseil sur recommandation du ministre des affaires municipales, décréter un taux d'intérêt plus élevé que celui prévu par un règlement d'emprunt légalement adopté avant ou après le 19 février 1932, pourvu que le taux d'intérêt ainsi modifié n'excède pas six pour cent par an payable semi-annuel-

Réserve.

## DIVISION XII

### LOANS UPON NOTES BY CITY AND TOWN MUNICIPALITIES

48. Notwithstanding any provision to the contrary in the charter of any city or town, subsections 2 and 3 of section 603 of the Cities and Towns Act (Chap. 193), shall apply to every city and town municipality in the Province, with the exception of those to which wider powers are granted by charter than by the said section. R. S. 1941, c. 217, s. 48.

## DIVISION XIII

### INCREASE OF THE INTEREST PROVIDED FOR BY LOAN BY-LAWS

49. Every municipal corporation, whether governed by a general or special act or by a general and special act and notwithstanding any provision to the contrary contained in such acts, may, by simple resolution of its council, approved by the Lieutenant-Governor in Council on the recommendation of the Minister of Municipal Affairs, enact a higher rate of interest than that prescribed in a loan by-law legally adopted before or after the 19th of February, 1932, provided that the rate of interest so changed shall not exceed six per cent per annum payable half-yearly, Proviso.

lement, et émettre au taux d'intérêt ainsi modifié, l'emprunt autorisé par tel règlement ou toute partie non encore négociée de cet emprunt, et renouveler à tel taux tout emprunt temporaire fait en vertu d'un tel règlement.

Applica-  
tion.

La présente disposition s'applique également à tout règlement d'emprunt approuvé par les électeurs, et toute résolution ainsi adoptée par le conseil n'est pas sujette à leur approbation. S. R. 1941, c. 217, a. 49.

and may effect, at the rate of interest so changed, the loan authorized by such by-law or any portion of such loan not yet negotiated, and renew at such rate any temporary loan under any such by-law.

This provision shall also apply to any loan by-law approved by the electors, and any resolution so adopted by the council shall not be subject to the approval of the electors. R. S. 1941, c. 217, s. 49.

Applica-  
tion.

FORMULE

1.—(Article 31)

État financier

ÉTAT FINANCIER de la municipalité de .....  
Comté de ..... pour l'année 19....

PASSIF			Valeur des meubles et immeubles de la corporation		Valeur cotisée des meubles et immeubles de la municipalité		Montant total de la cotisation imposée pour toutes fins	Intérêt dû par la corporation
En vertu de la loi sur le fonds d'emprunt municipal	Toutes autres dettes	Total du passif	Immeubles	Meubles	Immeubles	Meubles		

Daté à ..... , ce ..... jour de ..... A. D. 19....  
S. R. 1941, c. 217, formule 2.

FORM

1.—(Section 31)

Financial Statement

FINANCIAL STATEMENT of the Municipality of .....  
County of ..... for the year 19....

LIABILITIES			Assessed value of moveable and immoveable property belonging to the Corporation		Assessed value of the moveable and immoveable property of the Municipality		Total Rates Assessed for all purposes	Interest due by the Corporation
Under Municipal Loan Fund Acts	All other Liabilities	Total Liabilities	Immoveable	Moveable	Immoveable	Moveable		

Dated at ..... , this ..... day of ..... A.D., 19....  
R. S. 1941, c. 217, form 2.